

**Zeitschrift:** Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum  
**Herausgeber:** Forum Helveticum  
**Band:** 4 (1992)

**Artikel:** La différenciation politique du Forum civique en Tchécoslovaquie  
**Autor:** Novak, Miroslav  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-833020>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# La différenciation politique du Forum civique en Tchécoslovaquie

Miroslav Novak

## Introduction

L'objectif de ce travail est d'analyser certains aspects du retour au pluralisme politique en Tchécoslovaquie, en particulier l'évolution et la différenciation politique du Forum civique, mouvement né à Prague au cours de la révolution de novembre 1989, constituant un front politique commun pour la démocratie.

### *La transition au pluralisme dans une perspective comparative*

Ce qui change le plus d'un pays de l'Europe de l'Est à l'autre, c'est *l'attitude du pouvoir*. En Hongrie, le pouvoir communiste était le plus prêt aux changements démocratiques. En Pologne, la différence entre «eux» et «nous» était plus grande mais l'opposition très puissante a constraint depuis longtemps le pouvoir à composer avec elle. Enfin en Tchécoslovaquie (tout comme en RDA) le pouvoir était résolument opposé à tout changement démocratique. En s'appuyant sur les idées de G. Hermet, on peut distinguer entre trois modes de transition idéaltypiques: 1. la transition *octroyée* où le pouvoir lui-même commence à conduire le processus de démocratisation, 2. la transition *cogérée* où le pouvoir participe à ce processus, et enfin 3. la transition *imposée* au pouvoir par l'élite contestataire, par la mobilisation populaire ou par la pression étrangère. Relevons que la transition imposée n'implique pas nécessairement le recours à la violence.

Il n'y a aucune transition octroyée en Europe de l'Est, mais c'est le cas hongrois qui s'en approche le plus. Le cas polonais relève en grande partie de la transition cogérée. Enfin les changements en Tchécoslovaquie et en RDA correspondent, pour l'essentiel, à la catégorie de la transition imposée.

Selon T. Lynn Karl et Ph. C. Schmitter, le mode de transition choisi peut déterminer entre autres, dans une mesure appréciable, quels types de démocraties verront le jour et s'ils pourront ou non se consolider<sup>1</sup>. Sans aller aussi loin on peut émettre quelques hypothèses. La démocratie peut se stabiliser et se consolider plus rapidement là où la transition s'est déroulée par pacte, c'est-à-dire où le pouvoir a pris une part active à la démocratisation (ainsi dans le cas des transitions octroyées ou cogérées). En revanche, dans un pays comme la Tchécoslovaquie où la transition a été imposée et où elle n'a pu avoir lieu que sous l'impulsion des pays voisins, en particulier de la RDA, et lorsqu'il devient clair que l'Union soviétique laisse faire et tolère les changements, la stabilisation de la situation dépend encore plus étroitement d'un environnement international favorable (du moins au début).

<sup>1</sup> Cf. T. Lynn KARL, Ph. C. SCHMITTER, «Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est», *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, N° 128, mai 1991, p. 285.

Si cette condition est remplie, ce qui paraît bien être le cas aujourd’hui, la démocratie s’y consolidera probablement sans trop de problèmes. Dans le même sens, à condition que toutes les autres circonstances soient par ailleurs égales, on peut estimer que la différenciation politique peut se mettre en marche plus promptement après les transitions octroyées ou cogérées qu’après les transitions imposées. En Hongrie on n’avait plus besoin d’un large mouvement politique face au parti communiste. Même en Pologne, la différenciation du syndicat Solidarnosc a pu se faire plus vite que la différenciation du Forum civique en Tchécoslovaquie. Le cas est-allemand ne réfute pas cette hypothèse, car l’appui ouest-allemand y était plus important que tout le reste.

Le pluralisme politique se rétablit de la façon la plus classique et la plus rapide en Allemagne de l’Est, mais c’est sous l’influence de l’Allemagne fédérale. En deuxième position figurerait la Hongrie où les deux forces politiques principales, le Forum démocratique et l’Alliance des démocrates libres, correspondant aussi aux clivages politiques traditionnels, sont nées déjà avant 1989. Cela s’explique par le fait que le divorce entre le pouvoir communiste et la société civile était en Hongrie le moins profond de tous les pays de l’Europe du Centre-Est; et après le réformisme gorbatchévien, la Hongrie n’avait même pas besoin d’une grande pression populaire pour se démocratiser. En troisième position viendrait la Pologne où la société civile représentée par Solidarnosc et l’Eglise catholique, est si puissante que le pouvoir est obligé de faire des concessions, de participer aux tables rondes, etc., et où la différenciation au sein du syndicat indépendant, entre les partisans conservateurs de Walesa et les partisans libéraux de Mazowiecki peut se faire jour assez tôt.

En Tchécoslovaquie, qui arrive en quatrième place, c'est-à-dire après la Pologne, la rigidité du parti communiste, traditionnellement fort et de plus épuré durant la normalisation à la suite de l'invasion soviétique, explique que - contrairement à la Hongrie - il ait fallu une pression populaire puissante. Or, la contestation étant d'habitude infiniment plus faible en Tchécoslovaquie qu'en Pologne<sup>2</sup>, l'attente devait être plus longue pour voir les Tchèques et les Slovaques descendre massivement dans la rue.

Quelques années après la venue de Gorbatchev au pouvoir en URSS, il devient évident que l'équipe communiste tchécoslovaque arrivée sur place avec les chars de l'armée rouge, ne correspond plus à l'orientation politique

<sup>2</sup> Rappelons que le Forum civique est l'héritier et le successeur de la dissidence. Cette dernière est représentée notamment par le groupe «Charte 77», proclamé le 1<sup>er</sup> janvier 1977 sous la forme du manifeste en faveur du respect des droits de l'homme et signé à l'origine par quelque 240 personnes. Ce groupe, avec ses trois porte-parole remplacés assez régulièrement une fois par année, ne recueille pas beaucoup de partisans déclarés ouvertement (signataires du manifeste constitutif) mais il est actif et jouit du crédit de la population qui hésite toutefois à s'engager le visage découvert dans un combat qu'elle croit longtemps perdu d'avance et sans espoir. Le nombre des signataires de la Charte 77 augmente au compte-gouttes mais, tout de même, en 1979, il atteint un millier, pour se stabiliser plus ou moins peu après (encore au début de 1988, le nombre total des signataires n'était que d'environ 1'300). C'est peu de chose par rapport au nombre d'adhérents du syndicat indépendant Solidarnosc en Pologne.

soviétique; c'est alors seulement que l'opposition en Tchécoslovaquie devient plus nettement politique et surtout qu'elle trouve sensiblement plus de personnes prêtes à participer à une activité qui - même en Tchécoslovaquie - paraît tout à coup moins désespérée qu'auparavant.

Le début de la révolution démocratique à Prague ressemble assez à ce qui s'est passé peu avant en Allemagne de l'Est: une mobilisation populaire rapide forçant en peu de temps le pouvoir à se soumettre à ses exigences. Par la suite, la différenciation politique selon le clivage gauche-droite sera institutionnalisée plus tardivement en Tchécoslovaquie, car cette dernière n'a pas de frère en Occident, comme la RDA, qui puisse accélérer le processus et remplacer par ses institutions politiques l'opposition (le Nouveau Forum), qui fut du reste en Allemagne de l'Est mal préparée à assumer le pouvoir.

### *Le Forum civique au pouvoir*

Le Forum civique et son équivalent en Slovaquie, le mouvement appelé le Public contre la violence, sont des *mouvements politiques virtuellement hétérogènes unis dans les jours révolutionnaires par leur objectif commun*: rétablir la démocratie pluraliste. Réussiront-ils à garder leur position acquise pendant la «Révolution de velours»?

Le Forum civique perd déjà avant les élections législatives plusieurs de ses composants d'origine: les partis social-démocrate et chrétien-démocrate le quittent déjà en mars 1990, pratiquement en même temps, pour pouvoir présenter un programme plus précis que le Forum civique, qui, de par son caractère hétéroclite, doit souligner les objectifs communs les plus généraux («retour en Europe», etc.). Le parti libéral-démocratique, lui, choisit de se séparer du Forum civique tout de suite après les élections législatives de juin dernier.

Ces processus suggéreront alors à certains observateurs l'idée que le Forum civique céderait bientôt le pouvoir à d'autres partis ayant un programme bien déterminé (union démocrate-chrétienne, écologistes, etc.). Durant un moment, la coalition démocrate-chrétienne n'est plus éloignée dans les sondages que d'un petit point du Forum civique. Toutefois selon les sondages ultérieurs, la coalition du Forum civique et du Public contre la violence progresse régulièrement au cours du dernier mois pendant lequel les sondages sont autorisés, c'est-à-dire en mai 1990. Créditée de 25% selon les sondages du 27 avril au 3 mai, 32% quinze jours après, 39% dans la période immédiatement suivante (18 au 25 mai), 42% aux ultimes sondages du 28 au 31 mai, elle obtient aux élections plus de 46% des suffrages et la majorité absolue des députés.

Cette victoire très nette du Forum civique aux élections législatives auxquelles 96% (!) des électeurs ont participé, a obligé à reposer autrement la question de la différenciation politique. Au lieu de se manifester par des partis différents, la pluralité des courants et des orientations apparaît désormais principalement au sein du Forum civique.

Comment la différenciation politique apparaîtra-t-elle maintenant, lorsqu'un seul mouvement détient la majorité absolue? est-ce une menace pour la démocratie naissante, comme l'affirment les adversaires du Forum civique? s'agit-il au contraire d'une chance pour accélérer la transition et éviter de se perdre dans les querelles partisanes, ainsi que l'estiment de nombreux sympathisants du Forum civique? («Les partis sont pour les militants [straniky], le Forum est pour tous», disait le célèbre slogan électoral du Forum civique.) On ne peut qu'approuver les paroles de Jacques Rupnik selon lequel la vraie victoire du Forum civique comme mouvement devant garantir la résurrection de la démocratie en Tchécoslovaquie ne sera que sa disparition. Les groupes rendus indépendants de lui, constitueront alors les fondements du nouveau pluralisme politique<sup>3</sup>.

## Evolution du Forum civique

### *Le temps des incertitudes*

Est-ce que le Forum civique va représenter un mouvement politique provisoire, destiné à assurer le déroulement optimal de la transition politique, qui après avoir rempli cette tâche, laisserait sa place aux divers partis politiques plus traditionnels (anciens ou nouvellement créés, certains naissant peut-être par détachement du Forum civique)? ou bien voudra-t-il plutôt se maintenir longtemps et jouer éventuellement le rôle du «parti prédominant pragmatique», pour employer le terme de G. Sartori<sup>4</sup>?

Trois facteurs jouaient en faveur de cette dernière possibilité. D'abord, l'effet politique du mode de scrutin aux élections législatives. Certes, on a choisi la représentation proportionnelle. Toutefois, comme cette dernière pourrait contribuer à l'émiettement du système des partis, on a fixé le seuil minimal en dessous duquel les listes ne sont pas admises au Parlement fédéral à 5% des suffrages exprimés (en imitant sur ce point l'Allemagne fédérale), ce qui a éliminé les petites formations. Les groupes rassemblés au sein du Forum civique n'avaient par conséquent pas intérêt à se détacher de lui.

De plus, il ne faut pas oublier la peur d'un succès électoral du parti communiste, qui avec ses quelques 13 ou 14% aurait pu devenir le premier parti dans les pays tchèques si le Forum civique avait éclaté.

Enfin le Forum civique bénéficiait de la personnalité charismatique de son leader Václav Havel devenu président de la République, qui a réussi au début à arbitrer les tensions entre les courants divers du Forum civique, tels qu'ils se manifestaient entre ses représentants au sein du gouvernement. Du reste Havel, influencé par son expérience de la dissidence, n'a caché ni ses

<sup>3</sup> Cf. *Respekt*, № 15/1992 du 20.6.-26.6.1990, p. 2, cité par J. TICHY.

<sup>4</sup> Comme le note G. EKIERT, «These groups (Civic Forum, National Salvation Front) represent a loose association of political actors with different political orientations and sooner or later will have to decide either to transform themselves into a hegemonic political party or to split along major political lines.» G. EKIERT, «Democratization Processes in East Central Europe: A Theoretical Reconsideration», *British Journal of Political Science*, Vol. 21, Part 3, July 1991, p. 312.

préférences pour un large mouvement informel ni sa méfiance à l'égard des partis politiques<sup>5</sup>, même s'il était conscient qu'un mouvement comme le Forum civique ne pourrait pas subsister tel quel indéfiniment.

Au lieu de conduire le pays vers des élections libres et de favoriser ensuite les partis et mouvements politiques naissants ou existants, le Forum les a presque tous écrasés. Après les élections, le Forum aurait pu se dissoudre. Mais il ne l'a pas fait; les représentants du Forum civique ont été soulagés d'avoir triomphé et ont laissé pourrir la situation au Forum. Et ce n'est que pendant ce pourrissement que le Forum a commencé à se scinder, à contre-cœur, par nécessité, tard, au lieu de le faire spontanément, à temps, dans la bonne humeur. C'est ce qu'estime Monsieur Petr Pithart, Premier ministre du gouvernement tchèque, devenu plus tard aussi Vice-président du Mouvement civique, selon lequel par conséquent «les plus grandes fautes incombent au Forum civique, c'est-à-dire à la force qui détient la plus grande responsabilité de ce qui s'est passé, de ce qui se passe et de ce qui se passera»<sup>6</sup>.

Le Forum civique n'aurait pas dû tirer de sa victoire électorale la conclusion qu'il faut continuer la même politique que celle menée jusqu'alors par le premier gouvernement post-révolutionnaire, celui de «l'entente nationale». Car, comme l'a bien compris par exemple Monsieur I. Gagal, chercheur du Groupe pour l'analyse sociale indépendante (AISA), qui est devenu plus tard membre de la Chancellerie du président de la République Vaclav Havel, le premier gouvernement post-communiste avait pour tâche d'abolir le monopole du Parti communiste tchécoslovaque dans l'exercice réel du pouvoir, mais en même temps de maintenir la stabilité des structures en place, alors que le nouveau gouvernement issu des élections doit changer radicalement ce système<sup>7</sup>.

<sup>5</sup> Il est bien connu que V. Havel préfère systématiquement les personnalités aux partis politiques. On peut citer d'innombrables déclarations à ce sujet. Bornons-nous à l'une d'elles, provenant d'une conférence de presse du 19 décembre 1989, donc encore avant son élection, lorsqu'il était interrogé en tant que candidat au poste de chef de l'Etat: «Cette question (...) me donne la possibilité de confesser l'idéal personnel que j'ai essayé d'esquisser dans mes divers textes à l'époque où j'étais un simple dissident (...). A mon avis, les personnalités devraient jouer à l'avenir un rôle de plus en plus grand, alors que les partis politiques devraient jouer un rôle de moins en moins important. Les partis politiques devraient, d'après mes idées et mes idéaux, n'avoir que le rôle d'une sorte de clubs dans lesquels les personnalités politiques naissent, se profilent, se présentent, mais les partis politiques ne devraient pas directement participer au pouvoir parce que cela mène à une sorte d'anonymisation du pouvoir. Le seul salut de cette civilisation consiste à mon avis en ce que l'homme (la personne, la personnalité humaine concrète) soit libéré de la manipulation de toutes les méga-structures que l'homme moderne a inventées et qui aujourd'hui le détruisent.» (cité d'après *Inforum* № 4/2989, du 22.12.1989). L'*Inforum* était le bulletin d'information du centre des coordination du Forum civique. Je l'ai consulté aux Archives centrales d'Etat à Prague.

<sup>6</sup> Cité selon l'interview avec P. PITHART, «Ceska politika a dnesek», *Mlada fronta* (MF), 23.2.1991, p. 2.

<sup>7</sup> Cf. l'entretien avec Monsieur I. GABAL «Otevrenosti proti obavam», *Respekt* № 17/1990 du 4.7.-10.7.1990, p. 5.

C'est dire que la ligne centriste et «neutraliste» du Forum civique, qui était au début nécessaire pour intégrer toutes les forces démocratiques, a échoué dans une phase ultérieure, lorsqu'il s'agissait de procéder à une transformation économique radicale. La réalisation de la transition rapide à l'économie de marché n'est sans doute pas possible sans adoption de positions politiques précises, univoques et sans les priorités correspondant à la politique économique. Le Forum civique devrait alors, pour pouvoir agir avec efficacité, trouver un profil politique en rapport avec son orientation économique nouvelle dans des conditions transformées.

Selon Monsieur Gagal, l'erreur commise par le Forum civique est qu'il a beaucoup hésité, il a manqué la période optimale pour déclencher cette transformation économique radicale à l'époque où elle avait le soutien quasi général de la population. Le gouvernement slovaque a profité du rythme lent des réformes économiques dans sa lutte pour l'autonomie politique et administrative. C'est parmi les habitants slovaques que le soutien public aux changements économiques drastiques a diminué plus vite que dans les pays tchèques. Déjà avant les élections, le mouvement slovaque Le public contre la violence - de peur des conséquences électoralles négatives - a hésité à parler de la réforme économique. Il est apparu clairement quelques mois après les élections législatives de juin 1990 que la politique économique fédérale unique ne jouissait plus de l'unanimité d'autan.

Le scénario gouvernemental de la réforme économique, tel qu'il est conçu, presuppose un Etat quasiment unitaire, alors que les dirigeants slovaques se contentent de moins en moins de la fédération et souhaitent de plus en plus une confédération de deux républiques pratiquement indépendantes. De là proviennent les «querelles de compétence», c'est-à-dire les querelles concernant les compétences respectives du gouvernement fédéral et des gouvernements nationaux slovaque et tchèque.

Rappelons que deux courants se sont affrontés au Forum civique au sujet de la réforme économique. D'après le premier courant («social», pour parler comme Monsieur I. Gabal), qui est incarné par Valter Komarek, Vice-premier ministre du premier gouvernement fédéral après les événements de novembre 1989, il faut procéder assez lentement, par étapes et prudemment. Le second courant («radical»), dont le porte-parole fut dès le début le ministre fédéral des Finances Vaclav Klaus, prônait au contraire une thérapie de choc. Mais il fallait alors trancher pour l'une ou l'autre variante. La différence entre leurs priorités est insurmontable, souligne Monsieur Gabal<sup>8</sup>. C'est le second courant (radical ou néo-libéral) qui l'a emporté assez nettement, de sorte qu'on peut parler d'un consensus majoritaire fort en faveur de la conception du ministre fédéral des Finances, personnalité forte et de surcroît longtemps populaire chez beaucoup de Tchèques (mais très impopulaire chez les Slovaques). Cette adhésion à la conception économique du ministre Klaus s'est manifestée entre autres par sa brillante élection au poste de président du Forum civique.

<sup>8</sup> Cf. I. GABAL, «Porazeni nepratelé a politici odpurci», in: *Respekt*, N° 30/1990, du 3.10.-9.10.1990, p. 7.

## *Le forum civique de V. Klaus*

C'est précisément l'élection, survenue durant le congrès du Forum civique le 13 octobre 1990<sup>9</sup>, de Monsieur V. Klaus, ministre fédéral des Finances, au poste de président du Forum civique, qui a marqué le *passage progressif d'un mouvement large à un parti politique* ayant une structure et une orientation politique claires. Cette élection constituait une surprise pour beaucoup de monde. C'est un secret de polichinelle que le Conseil du Forum avait proposé un autre candidat, Monsieur Martin Palous, ancien porte-parole de la Charte 77, et que ce dernier avait également les faveurs du chef de l'Etat, qui fut jusqu'alors le leader incontesté (bien qu'informel) du Forum civique. Or les délégués régionaux en ont décidé tout autrement que les bureaucrates de la capitale fédérale: Monsieur Palous n'a recueilli que 52 voix contre 115 pour Monsieur Klaus. Monsieur Klaus a donc obtenu presque 70% des suffrages des 167 délégués.

Quelle signification accorder à la victoire éclatante de Monsieur Klaus? d'abord, un visage plus défini du Forum civique, qui n'était jusqu'alors qu'un conglomérat des conceptions les plus variées, alors que Monsieur Klaus a une vision bien à lui, qu'il entend de faire prévaloir avec beaucoup d'énergie et même d'après ses adversaires, avec arrogance. Sa vision radicale de la transformation économique, très proche de la conception ultra-libérale friedmanienne (Monsieur Klaus est un ami personnel de Milton Friedman) aura sans doute plus de chances de passer au moment où il devient le président du mouvement qui détient la majorité absolue au Parlement.

Le prochain Congrès du Forum civique, qui a lieu le 12 janvier 1991, décide la *transformation d'un mouvement large en parti*, suivant le souhait de Monsieur V. Klaus. Cette orientation est soutenue non seulement par la plupart des délégués du Congrès, mais aussi par la majorité relative de l'opinion publique, ainsi que le montrent les sondages. 126 des 175 délégués du Congrès ont tranché pour le parti. Une majorité bien plus courte (73 contre 65) a décidé que le Forum n'aura que des membres ordinaires, individuels et exclusifs (et non pas des membres collectifs ou libres pour ceux qui voulaient continuer à travailler avec le Forum et participer à ses réunions, mais ne désiraient pas s'engager entièrement dans le parti). Une petite concession néanmoins: les sympathisants peuvent prendre part au travail des Forums civiques locaux.

Monsieur Klaus, soutenu fortement par les délégués régionaux de son mouvement (parfois contre le souhait des membres fondateurs du Forum civique, issus des mouvements dissidents), a proposé un programme assez clair. Il rejette «toutes les tendances socialisantes, romantiques, les troisièmes voies en économie et en politique, les idées expérimentales des initiatives civiques, les réformismes communistes, etc.» et accepte au contraire «les principes fondamentaux soulignés par les partis politiques se trouvant à droite du centre politique». Le contraste avec les opinions du chef de l'Etat saute aux yeux. Pour le nouveau parti présidé par V. Klaus cela signifie du

<sup>9</sup> Sur ce congrès du Forum civique, cf. *Inforum* (bulletin d'information du Centre de coordination du Forum civique), N° 44/1990, du 17.10.1990.

même coup que deux de ses composants d'origine se trouvent exclus de fait sinon de droit, du Forum civique nouvelle manière, à savoir l'Alternative de gauche, de tendance trotskiste, représentée par Monsieur Uhl et le mouvement Renouveau regroupant les partisans du communisme réformiste.

Progressivement, trois courants restants se sont institutionnalisés au sein du Forum civique: le premier fut le *Club interparlementaire de la droite démocratique*, annoncé en octobre 1990 et représenté par Messieurs Bratinka et Kroupa. Il soutient - mais pas de façon inconditionnelle - Monsieur Klaus, président du Forum.

Le Club interparlementaire de la droite démocratique regroupe les députés d'orientation libérale, conservatrice et similaire. Outre les principes économiques libéraux, il met en valeur aussi la nécessité de fixer les compétences des deux républiques nationales à partir des compétences de la fédération, ce qui n'est pas en contradiction avec l'exigence que la fédération soit l'expression de la volonté des peuples et nationalités particuliers. Les signataires insistent sur le maintien de la fédération et déplorent que les querelles de compétence troublient le déroulement de la réforme économique.

La déclaration recommande les rapports avec les pays de l'OTAN, le respect des conventions internationales sur les droits de l'homme, y compris les droits des minorités nationales, et souhaite que la République fédérative tchèque et slovaque s'associe au plus tôt à la Communauté européenne. Les signataires ont l'intention d'adopter des positions claires et univoques, ils veulent en finir avec le manque de netteté et désirent constituer un courant politique clair et distinct avec des personnes, des programmes et des responsabilités concrets.

Cette tendance de droite conservatrice dispose - au moins depuis la fin de l'année 1990 - d'une majorité relative mais confortable aussi bien au sein des partisans du Forum civique que parmi le reste de la population tchèque, ainsi qu'en témoignent les sondages d'opinion. Toutefois, sa représentation au sein du gouvernement et dans le présidium du Parlement est numériquement très inférieure à sa position dans le Forum civique.

Le *second courant* est incarné par le *Club libéral* se situant au centre-gauche de l'échiquier politique. Parmi ses membres se trouvent par exemple le ministre des Affaires étrangères Dienstbier ou le vice-premier ministre du Gouvernement fédéral Rychetsky. Ce Club n'entretient que des rapports très tendus avec le président du Forum civique et ses partisans.

La déclaration constitutive du Club libéral du Forum civique, publiée dans le quotidien *Lidové noviny* le 14 décembre 1990, a été signée par 33 députés de l'Assemblée fédérale, 36 députés du Conseil national tchèque et de nombreux ministres fédéraux (J. Dienstbier, P. Miller, V. Vales, P. Rychetsky) et nationaux tchèques (par exemple P. Pithart, Premier ministre du gouvernement tchèque, etc.).

A la différence de Monsieur Klaus, les membres du Club libéral ne veulent en général pas que le Forum civique se transforme en parti politique et ne voient pas dans le rétablissement de l'économie de marché un objectif mais

un simple moyen. Un des députés à avoir signé la déclaration constitutive du Club libéral, Monsieur Zeman, l'auteur du programme électoral du Forum civique, s'est exprimé ainsi: «Nous avons maintenant créé le Club libéral du Forum civique, duquel naîtra - je l'espère - un parti politique agissant au niveau fédéral. A gauche des libéraux se trouvera la social-démocratie, à droite un parti conservateur de droite. Les libéraux, tout comme le FDP en Allemagne, doivent être capables de former d'une part la coalition socialo-libérale, de l'autre la coalition conservatrice-libérale. Leur avantage par rapport aux deux autres partis est qu'ils seront toujours dans cette coalition et qu'ils constitueront en quelque sorte un petit pont, avec le temps peut-être un grand pont, entre deux courants apparemment inconciliables»<sup>10</sup>.

Et parmi les sympathisants du Forum civique, et dans le public en général, le Club libéral est d'après les sondages, nettement moins populaire que le club concurrent de la droite démocratique, mais comme nous l'avons souligné, il est en revanche sensiblement mieux représenté aux postes décisifs du gouvernement fédéral et du présidium du Parlement fédéral.

Le troisième courant est le *Club des sociaux-démocrates* dont le leader se trouve être Monsieur Batték. La création du Club des sociaux-démocrates du Forum civique est annoncée presque immédiatement après le congrès du 12 janvier 1991. Selon le secrétaire du Club, Monsieur B. Ventura, «la tentative irresponsable de transformer le mouvement du Forum civique en parti de droite ayant des membres exclusifs est une des raisons de la naissance du Club des sociaux-démocrates du Forum civique»<sup>11</sup>. D'après la déclaration du Club des sociaux-démocrates, le nouveau programme politique du Forum civique<sup>12</sup> diffère sur bien des points importants des programmes du Forum du début, en particulier de ses documents électoraux. Les membres du Club des sociaux-démocrates refusent toutefois - tout comme Monsieur V. Klaus - de rechercher la prétendue troisième voie en économie, ainsi que toute démagogie, et se déclarent partisans conséquents de l'économie sociale de marché, orientée écologiquement.

Ce Club des sociaux-démocrates est le plus faible de ces trois courants, d'autant plus qu'il ne représente qu'une fraction du mouvement social-démocrate dans les pays tchèques. Rappelons que le parti social-démocrate s'est détaché du Forum civique déjà avant les élections législatives mais qu'il n'a pas réussi - tout comme la plupart des autres partis d'ailleurs - à franchir la barre des 5% et n'est donc pas présent au Parlement. Monsieur Batték, qui - avec quelques collègues - n'a pas respecté les mots d'ordre du parti social-démocrate et a décidé de se présenter aux élections législatives sous l'étiquette du Forum civique, a été élu mais son parti l'a exclu de ses rangs<sup>13</sup>.

<sup>10</sup> Cf. *Demokrat*, 19.12.1990, p. 1.

<sup>11</sup> Cf. *Obcansky denik* (OD), 16.1.1991, p. 1.

<sup>12</sup> Ce programme politique du Forum civique est publié dans le quotidien du Forum civique, *Obcansky denik* (OD), le 16.1.1991.

<sup>13</sup> Signalons que lorsque le Forum civique s'est de fait, débarrassé de deux de ses composants se trouvant le plus à gauche dans l'échiquier politique, à savoir l'Alternative de gauche trotskiste et le mouvement Renouveau, ce dernier mouvement a décidé de rejoindre collectivement le parti social-démocrate.

Enfin certains députés élus sur la liste du Forum civique n'ont pas jugé utile d'entrer dans un des clubs concurrents et constituent des *indépendants du Forum civique*. Ce groupe est né au Parlement tchèque, où sa prise de position commune est, au début de février 1991, signée par 24 députés<sup>14</sup>. A titre de comparaison, 45 députés du Parlement tchèque étaient alors au Club interparlementaire de la droite démocratique et 55 au Club libéral. Le nombre total des députés du Forum civique au Parlement tchèque était de 123<sup>15</sup>. En juin 1991, au Parlement tchèque, un député sur quatre environ de l'ancien Forum civique n'a pas encore pris parti et a décidé de figurer, du moins pour l'instant, comme «indépendant». Les «indépendants» sont en revanche très peu nombreux à l'Assemblée fédérale, où ils n'ont que 7 députés.

Un des députés indépendants du Forum civique, Monsieur J. Vlach, a expliqué la «philosophie» du groupe des députés indépendants du Forum civique<sup>16</sup>. Ils considèrent la différenciation au sein du Forum civique comme naturelle et bénéfique, mais la transformation en parti(s) exige un certain temps. Ils préfèrent une collaboration constructive des différents groupes d'opinion jusqu'aux prochaines élections législatives.

A la fin de 1990 et au début de 1991, il existait *trois conceptions du proche avenir du Forum civique*, ou autrement dit, trois scénarios de son évolution immédiate:

1. L'opinion selon laquelle le Forum civique doit maintenir la structure large du mouvement en l'adaptant certes quelque peu aux nouvelles exigences de la situation. C'est une conception très minoritaire au sein du Forum civique et parmi ses sympathisants, mais elle réunit beaucoup de courants. L'écrasante majorité des membres du Club libéral et du Club social-démocrate, la plupart des indépendants du Forum civique et même certains membres du Club interparlementaire de la droite démocratique partagent cet avis, professé notamment par Monsieur Z. Jicinsky. Il y a d'abord ceux qui se déclarent fidèles au Forum civique originaire et considèrent sa transformation en parti comme une trahison. Certains d'entre eux, par exemple le politologue J. Fibich<sup>17</sup> ou l'historien slovaque J. Mlynarik, député du Public contre la violence<sup>18</sup>, préfèrent les personnalités et les mouvements vastes aux partis politiques, comme le fait longtemps aussi le président de la République V. Havel<sup>19</sup>. D'autres avancent des raisons plus pragmatiques comme la nécessité d'un large

<sup>14</sup> OD, 8.2.1991, p. 7.

<sup>15</sup> Données fournies par Madame D. BURESOVA, présidente du Conseil national tchèque, membre du Club libéral. Cf. OD, 18.1.1991, p. 3.

<sup>16</sup> Cf. *Lidové noviny* (LN), 18.2.1991, p. 12.

<sup>17</sup> Monsieur J. Fibich a exprimé son point de vue dans l'article «Rozsirovat nebo zuzovat?» (Elargir ou rétrécir) LN, 1.2.1991, p. 10.

<sup>18</sup> Cf. l'éditorial de J. MLYNARIK, *Literarni noviny*, N° 5/1991.

<sup>19</sup> Toutefois, dès décembre 1990, V. HAVEL reconnaît que l'idée du Forum civique en tant que mouvement embrassant tout est «dépassée historiquement» et qu'il vaut peut-être mieux accélérer le processus en cours que de le freiner (interview avec V. HAVEL, LN, 7.12.1990, p. 1).

consensus dans une situation qui demeure fragile. Selon eux, le parti tel que le veut Monsieur Klaus comporte un danger d'autoritarisme et n'est pas sans ressembler au parti communiste.

Mentionnons en outre l'intérêt de tous ceux qui cesserait d'être associés à la force politique décisive. En premier lieu les groupes trotskiste (Alternative de gauche de P. Uhl) ou communiste réformiste (Club Renouveau) qui se trouvent ainsi de fait exclus du Forum civique. Mais aussi, d'une manière générale, tous les petits partis ou mouvements politiques faisant partie du Forum civique quelle que soit leur couleur politique (même ceux qui sont de droite); ces derniers, au cas où le principe des membres individuels et exclusifs est adopté, tombent du sommet politique dans l'insignifiance, en se retrouvant seuls, sans l'aile protectrice de la mère Forum. Enfin, tous ceux dont les conceptions politiques sont minoritaires ou en marge (le plus souvent à gauche) même si leurs protagonistes n'appartiennent pas aux petits partis. Cela concerne la plupart des ministres fédéraux (par exemple J. Dienstbier, ministre des Affaires étrangères) regroupés au sein du Club libéral et occupant les postes les plus élevés dans les gouvernements, mais dont les opinions politiques ne correspondent pas à celles de la majorité des sympathisants du Forum civique.

2. L'opinion suivant laquelle le Forum civique doit se transformer en parti politique solide avec un programme clair. C'est une opinion majoritaire au sein du Forum civique et elle est représentée notamment par Monsieur V. Klaus et ceux qui le suivent. Ses partisans soulignent que les mouvements vastes ont leur justification uniquement dans certaines situations précises et pour peu de temps. Or, les jours glorieux de la révolution sont passés, le temps est venu de la vie politique quotidienne et c'est là que les partis politiques sont irremplaçables. Il faut en finir avec la situation où deux ou trois forums civiques locaux se disputent entre eux et où tout le monde peut parler au nom du Forum civique<sup>20</sup>. Il y a des tâches urgentes, notamment la transformation économique radicale, et pour atteindre ces objectifs, il faut un parti fort et discipliné, et non pas un conglomérat des tendances les plus diverses. L'option prépondérante au Forum est de droite, mais la plupart de ses représentants aux gouvernements et aux postes-clés des parlements sont plutôt du centre-gauche. De plus, même si le courant de droite réussit à prévaloir au gouvernement, comme c'est le cas de la variante Klaus de la réforme économique, on ne peut pas se fier aux députés de gauche du Forum civique; ces derniers votent souvent avec l'opposition communiste<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> Le ministre de la Privatisation du gouvernement tchèque, Monsieur T. JEZEK, raconte: «J'avais besoin de nommer par exemple des membres d'une commission de privatisation; d'une seule ville, deux forums m'ont proposé des gens différents, et un forum disait de l'autre que ce sont des gangsters.» Interview avec le ministre T. Jezek, LN, 18.1.1991, p. 7.

<sup>21</sup> «Il n'est tout de même pas possible, dit Monsieur J. KOVAR, membre du Conseil républicain du Forum civique, que le groupement politique victorieux ayant la majorité absolue dans les deux parlements (fédéral et tchèque) vote comme il le fait. De nombreux députés communistes se comportent de façon plus constructive que certains députés du Forum civique.» OD, 23.1.1991, p. 3.

3. La thèse professée notamment par D. Kroupa, président du Club interparlementaire de la droite démocratique et vice-président de l'Alliance civique démocratique est celle-ci: le Forum civique doit cesser d'être une force politique, il doit devenir une simple fondation morale et culturelle au sein de laquelle plusieurs partis et mouvements, détachés du Forum civique et devenus indépendants, pourraient se retrouver. Seule cette thèse est conforme à ce que les représentants du Forum civique déclaraient à l'origine à propos du rôle strictement limité dans le temps de leur mouvement.

La première conception a été vaincue d'emblée, la deuxième, celle de V. Klaus, a réussi à s'imposer pour quelque temps mais a dû être abandonnée, et c'est pour l'essentiel la troisième conception qui a été finalement adoptée. Il aurait sans doute mieux valu prendre ce troisième chemin sans passer par l'épisode «Forum civique comme un parti à droite du centre», mais le combat a fait rage pendant assez longtemps presque exclusivement entre les partisans des deux premières possibilités, et il faut rendre justice à V. Klaus: sa vision a été tout de même plus proche du bon choix, elle a représenté un pas dans la bonne direction. *L'erreur commune aux partisans des deux premières variantes de l'évolution du Forum civique était de vouloir sauvegarder le Forum civique en tant que force politique décisive*, que ce soit dans une forme historiquement dépassée - pour employer l'expression de V. Havel - dans le cas des partisans du maintien d'un vaste mouvement pluraliste, ou sous la forme d'un parti conservateur fort qui avait certes son utilité mais ne pouvait pas s'appeler Forum civique. Ce n'est que justice si le troisième scénario, le plus radical et en même temps le plus modeste, celui de D. Kroupa coïncidant d'ailleurs avec les promesses des fondateurs du Forum civique, s'est finalement imposé.

Dans un important article «La fin du Forum civique»<sup>22</sup> Monsieur J. Vavra met en évidence le fait que, dans les derniers mois de l'année 1990, on constate au sein du Forum civique une modification sensible du rapport de forces (dans le sens de la droite), liée d'ailleurs au phénomène analogue dans l'opinion publique; l'orientation de droite y devient alors aussi clairement prédominante, mais cette modification ne s'est pas retrouvée au pouvoir exécutif. «On peut dire qu'il n'y a pas de mécanisme permettant de répercuter le rapport des forces à l'intérieur du mouvement ou du parti au sein du pouvoir exécutif. Si le soutien au parti de droite, soutien qui était manifesté par les districts et qui était visible aussi au Parlement avait trouvé un reflet au niveau de la composition du gouvernement, l'atmosphère aurait pu devenir nettement plus calme et tout aurait pu être différent», remarque Monsieur Vavra.

<sup>22</sup> J. VAVRA, «La fin du Forum civique», in: *Forum* N° 9/1991 du 27.2.-5.3.1991. Notons que le «Forum» est l'hebdomadaire du Forum civique et Monsieur J. Vavra son rédacteur en chef. En mai 1991, cet hebdomadaire disparaît et Monsieur J. Vavra dirigera alors le quotidien *Obcansky denik*.

## La fin et l'héritage du Forum civique

### *Le divorce à l'amiable*

Le 8 février 1991, le président du Forum civique V. Klaus a déclaré que, devant la situation intenable où se trouve le Forum civique, il propose de le scinder en deux - et seulement deux - groupes. Le critère de séparation serait la reconnaissance ou non des résolutions du dernier Congrès du Forum qui a tranché pour la transformation du mouvement en parti politique. Le premier groupe - majoritaire - serait un parti politique conformément aux conclusions du Congrès, l'autre groupe garderait la structure large d'un mouvement. Les deux groupes constitueraient une coalition étroite au moins jusqu'aux prochaines élections. Aucun des deux n'aurait le droit d'utiliser le nom du Forum civique qui serait réservé à une fondation informelle commune, dont le caractère serait plutôt culturel que politique. Le président de la République serait d'accord avec cette solution, ajoutait Monsieur Klaus.

La raison pour laquelle la voie de Monsieur Klaus s'est révélée impraticable est claire. Certes, le président du Forum civique avait raison en disant que le vaste mouvement hétérogène nommé Forum civique a vécu, qu'il a été adapté à une autre situation et qu'on ne pouvait pas le prolonger artificiellement en vie. Il avait raison également en ajoutant qu'il fallait un parti pourvu d'un programme clair ayant pour priorité la réforme économique radicale, et qu'il ne fallait pas trop tarder à le constituer. Cependant, ce parti, bien qu'il ait trouvé les faveurs de la majorité des sympathisants du Forum civique, ne devrait plus s'appeler Forum civique. Le Forum civique aurait dû se décomposer en plusieurs partis ou mouvements. Hélas, Monsieur Klaus ne voulait pas l'admettre, avant d'y être pratiquement obligé.

Le *congrès d'adieu* du Forum civique a eu lieu le 23 février 1991. Monsieur P. Janyska<sup>23</sup> l'a fort bien caractérisé. Pratiquement ce sont les mêmes délégués qui, un mois auparavant, avaient décidé de transformer le Forum civique en parti, et qui ont maintenant voté la division du Forum civique en deux parties, autrement dit le droit à l'existence de deux courants, et en même temps sa liquidation de fait. Le Forum redevient un mouvement (à la différence des partis, des mouvements peuvent avoir selon la loi des membres collectifs) et aura deux membres collectifs: le premier sera un parti politique prenant le nom de *Parti civique démocratique* et ayant pour base les principes décidés lors du congrès précédent de janvier 1991, et le second sera un mouvement appelé *Mouvement civique*. Les deux formations auront leurs propres statuts, leur propre organisation. Le sigle et le nom du Forum civique sont réservés exclusivement aux Clubs de députés du Forum civique et au Comité de coordination.

Il ne reste donc du Forum civique qu'un Comité de coordination composé de dix membres, chacune des deux formations devant en déléguer la moitié. Cet organe est destiné exclusivement à harmoniser les démarches des deux formations pendant la réalisation du programme électoral du Forum civique

et lors du partage de la propriété. Si le Forum civique ne disparaît pas auparavant par la décision conjointe des deux parties, il se dissoudra et quittera définitivement la carte politique de la Tchécoslovaquie le jour où commencera la prochaine campagne électorale (les prochaines élections législatives devraient se tenir en été 1992).

Deux formations politiques commencent dès lors leur existence. D'abord le *Parti civique démocratique*, qui a déjà distribué au cours du congrès de février 1991 la feuille d'inscription avec un programme nettement libéral. Le Parti civique démocratique de V. Klaus a repris, adopté et adapté la structure du Parti conservateur britannique. Les partisans de Klaus ont fait pour la politique tchèque au moins une bonne chose: contre la tendance prépondérante, ils ont fait prévaloir l'idée que la politique normale est impensable sans partis politiques.

En ce qui concerne la seconde formation, le *Mouvement civique*, il est handicapé par le fait que V. Klaus, président sortant du Forum, a rejeté catégoriquement la division du Forum civique en plus de deux sujets politiques, ce qui a pour conséquence que le Mouvement civique a hérité de tous ceux qui ne voulaient pas suivre le ministre fédéral des Finances. Certains d'entre eux sont proches des opinions de Monsieur Klaus, mais ils n'acceptent pas ses manières politiques, d'autres sont aussi en faveur d'un parti, mais pas d'un parti de droite et discipliné comme le souhaite ce dernier, enfin d'autres sont défenseurs nostalgiques du bon vieux mouvement. Il s'agit donc d'un groupement bien hétérogène qui a, semble-t-il, l'intention d'englober plus que les seuls partisans du Club libéral et il n'est donc nullement fortuit que le mot libéral ait été supprimé de son nom.

Après le congrès d'adieu, on sent un soulagement chez les deux parties du Forum civique<sup>24</sup>. Plusieurs personnalités marquantes du Club interparlementaire de la droite démocratique, y compris son président Daniel Kroupa, n'entreront pas au parti de Klaus, car ils sont membres de l'Alliance civique démocratique. C'est un petit parti qui a toutefois un potentiel intellectuel fort. C'est la raison pour laquelle V. Klaus aura besoin de l'Alliance civique démocratique, qui constitue en quelque sorte le noyau dur de la politique de la droite tchèque. D'ailleurs c'est aussi dans l'intérêt de l'Alliance, si elle veut rester au Parlement, car le quorum de 5% est très sévère.

Le 2 avril 1991, la réunion du Club parlementaire du Forum civique au Parlement fédéral avait l'air d'un adieu. Quarante députés-membres du Parti civique démocratique de V. Klaus y ont constitué leur propre Club des députés, car chaque député ne peut faire partie que d'un seul club parlementaire<sup>25</sup>. Six députés du groupe du centre-gauche du Forum civique entraient

<sup>24</sup> Cf. Monsieur WEISS dans: *Respekt* du 4.3.1991.

<sup>25</sup> Que deviendra alors le Club interparlementaire de la droite démocratique? Il s'est réuni le 9 avril et la plupart de ses députés-membres du Conseil national tchèque (Parlement tchèque) se sont mis d'accord de maintenir une plate-forme commune pour les clubs des députés orientés à droite du centre; cette plate-forme pourrait constituer une base en vue d'une coalition lors de prochaines élections.

à la *Social-démocratie*<sup>26</sup>, ce qui a provoqué chez de nombreux participants de la réunion du Club des députés du Forum civique un désaccord tumultueux. Le plus connu des députés du Forum civique à avoir rejoint le Parti social-démocrate est V. Komarek, ancien vice-premier ministre fédéral du Gouvernement de l'entente nationale et adversaire principal de la thérapie de choc économique de V. Klaus.

Le mouvement slovaque *Le public contre la violence*, partenaire de la coalition du Forum civique, a tenu le 27 avril 1990 à Kosice le congrès extraordinaire, qui a définitivement consacré la *scission du mouvement en deux sujets politiques*.

Le premier se nomme la *plate-forme Pour une Slovaquie démocratique*, assez nationaliste et surtout populiste, avec en tête le Premier ministre slovaque Monsieur V. Meciar, et comptant parmi ses membres aussi le ministre des Rapports internationaux de la République slovaque, Monsieur M. Knazko (cette plate-forme a pour elle les faveurs très nettes des sondages, résultant en grande partie de la politique populiste de Monsieur Meciar, l'homme politique de loin le plus populaire en Slovaquie - 91% d'opinions favorables). L'autre groupe constitue le noyau du mouvement originel avec son président Monsieur Fedor Gal et le vice-premier ministre J. Kucerak, l'homme de la réforme économique radicale en Slovaquie. Ils sont bien vus chez les Tchèques, mais en Slovaquie elle-même, les sondages les condamnent - du moins au début - à la marginalité.

La propriété devrait être partagée à égalité. Toutefois, sur trois points essentiels, le congrès n'a pas trouvé d'accord. Le Public contre la violence originel (PCV) de Monsieur F. Gal a voulu que la plate-forme Pour la Slovaquie démocratique (PSD) s'engage 1. à s'abstenir de demander la convocation d'élections anticipées, 2. qu'elle rejette l'emploi de moyens extra-parlementaires (grèves générales politiques, etc.) et 3. qu'elle n'entre pas dans l'opposition contre le mouvement originel Le Public contre la violence (PCV). A la différence du Forum civique, le PCV de F. Gal et la plate-forme PSD de Monsieur Meciar se sont donc séparés sans un accord proprement politique et sans garder l'illusion d'une continuité juridique des deux sujets politiques.

Déjà quelques jours avant ce congrès extraordinaire du Public contre la violence, le 23 avril 1991, le Parlement slovaque (le Conseil national slovaque), plus exactement son présidium, a révoqué le Premier ministre slovaque Meciar et plusieurs de ses ministres, dont aussi Monsieur Knazko, et a nommé comme nouveau Premier ministre du gouvernement slovaque le président du Mouvement chrétien-démocrate slovaque et jusqu'à cette date vice-premier ministre slovaque Jan Carnogursky. Les représentants de la plate-forme de Monsieur Meciar ont annoncé leur intention d'entrer dans une opposition «constructive».

<sup>26</sup> Quelques jours après, le septième député du Forum civique a rejoint le Parti social-démocrate tchécoslovaque: Monsieur V. Sochor a annoncé cette décision lors du Congrès de la Social-démocratie.

Si le président du Public contre la violence (PCV) Monsieur F. Gal soulignait la ligne centriste de son mouvement et n'exprimait pas de préférence entre les partis et mouvements nés dans les pays tchèques par l'éclatement du Forum civique, son successeur à la tête du mouvement, Monsieur J. Kucerak économiste, souhaite qu'après le premier pas constitué par le détachement de la plate-forme de Monsieur Meciar qui est de gauche, populiste et nationaliste, suive le second pas qui devrait selon lui, être la création du parti, dont l'orientation serait clairement de droite et qui agirait pourtant en accord avec le mouvement originel. En tout cas, par le départ de la plate-forme de Monsieur Meciar, Le Public contre la violence a perdu ses partisans de gauche et nationalistes; il est passé plus à droite et il s'est aussi rapproché encore davantage que par le passé des partis politiques conservateurs tchèques, notamment de l'Alliance civique démocratique de Messieurs Bratinka et Kroupa et du Parti civique démocratique de Monsieur Klaus.

évoquer le rôle des partis politiques dans l'élaboration de la Constitution. Mais il est à noter que les deux derniers sont évidemment liés. En effet, lorsque le décret d'adoption de la Constitution est voté, le 27 juillet 1991, il est accompagné d'un discours du président de la République, M. François Mitterrand, qui déclare : « Nous avons obtenu ce résultat par la voie du dialogue et de la concertation. C'est une victoire pour la démocratie et pour la paix. »<sup>1</sup> Il s'agit donc d'un résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation. Le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est donc une victoire pour la démocratie et pour la paix.

Le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation, est trois parties principales. La première partie est la victoire du Parti communiste. Le deuxième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti socialiste. Le troisième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti républicain. Les deux dernières parties sont obtenues par la voie du dialogue et de la concertation.

Ensuite, lorsque cette loi est votée au Parlement, le résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti communiste. Le deuxième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti socialiste. Le troisième résultat obtenu par la voie du dialogue et de la concertation est la victoire du Parti républicain. Les deux dernières parties sont obtenues par la voie du dialogue et de la concertation.